

# Lisez Air Info dans le confort de Air Transport

**BIMENSUEL REGIONAL  
D'INFORMATIONS  
GENERALES**

<http://www.airinfo-journal.com>

**300F CFA**

10<sup>ème</sup> année

N° 129

Du 1er au 15

décembre 2011



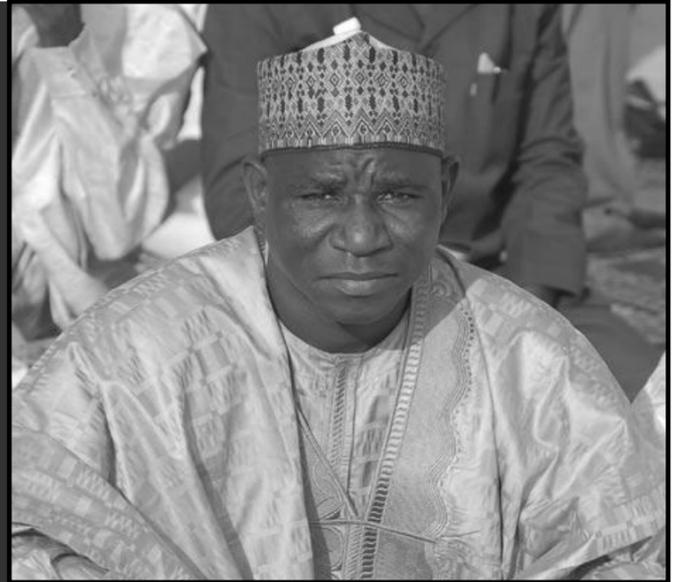
**Il ne peut y avoir de développement durable sans démocratie véritable**

## COMMUNE RURALE DE TIMIA

# CRIME CRAPULEUX À TANOUT N'WARE

Affaire des fausses factures au Ministère  
des Finances :

# L'IMPUNITÉ GRANDEUR NATURE



RÉPRESSION BRUTALE D'UNE  
MARCHE À ZINDER

# LA BÊTISE HUMAINE

LANCEMENT DE L'OBSERVATOIRE DE LA  
SANTÉ DE LA RÉGION D'AGADEZ

# UNE VOLONTÉ COMMUNE CONCRÉTISÉE

Affaire des fausses factures au Ministère des Finances :

# L'IMPUNITÉ GRANDEUR NATURE

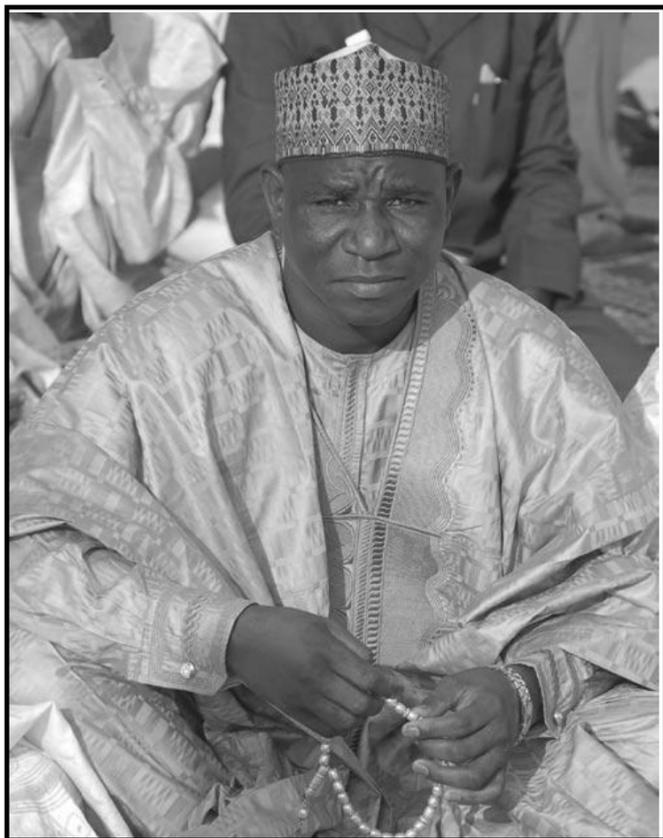


Photo : DR

Le régime de Mahamadou Issoufou doit rapidement se ressaisir ! Il doit le faire parce qu'il y a péril en la demeure. Nous ne pouvons le témoigner que par le Chow politico-juridique que notre cher ami Marou Amadou, ministre de la justice, porte-parole du gouvernement accompagné de tous ses affidés, nous a offert du haut de la tribune du Parlement. Il s'était permis tout simplement de poignarder la République au nom d'une amitié politico-clanique. Comment comprendre que l'on veuille tordre le cou au droit en se permettant de rendre légal l'inégal et le plus vil en se versant confusément à la promotion des intérêts particuliers et partisans de tous les prébendiers qui grenoillent autour de l'appareil de l'Etat. Quel crédit accorder à l'Etat quand un ministre de la trempe de celui de la justice descend aussi bas pour narguer le commun de nigériens dans leur vœu souverain de justice ? Comment comprendre cette démarche qui consiste à rattraper des injonctions de justice au lasso pour juste

protéger quelqu'un qui a des années durant accepté par un instinct grégaire de glotonnerie sans mérite, de faire saigner la République rendant irréalisables et ses rêves et ses espoirs de souveraineté. Le stratagème est bien connu de tous ! Peu importe la qualité du travail. Ce qui compte, c'est toujours combien il faut payer aux intermédiaires et aux détenteurs du pouvoir de décision pour gagner des avantages. On ne dénoncera jamais assez ces médiocres. On ne flétrira jamais assez leurs conduites répréhensibles qui hypothèquent d'une certaine manière l'avenir de ce pays, parce que fondées sur la recherche permanente de profits personnels en oubliant l'intérêt général. Marou Amadou nous dit qu'ils ont rattrapé la lettre demandant la levée de l'impunité parlementaire de Zakaï pour une demande groupée. (sic). Cette décision de freiner un élan légal de la justice n'est pas familier à Marou Amadou. Elle atrophie son combat pour la démocratie et flétrit ses lauriers de guerrier. C'est inacceptable dans un Etat de droit. Et pire provenant d'un homme de droit. Elle sert comme le dit

Abdoul Latif Coulibaly : " la propension de nos dirigeants à promouvoir la médiocrité et l'incompétence au détriment de la méritocratie ". Zakaï que l'on couvre et pouponne aujourd'hui est présumé coupable de prédation des maigres recettes de l'Etat. Par conséquent, il doit être mis devant le juge. Pour se blanchir ou répondre de sa forfaiture de fausses factures. Un juge veut comprendre ce qui s'était réellement passé au ministère des Finances. Et le bon sens lui commande aussi de traquer tous les voleurs de la République où qu'ils soient et de toute République fussent-ils ! De 1990 à nos jours, s'il le faut ! Que ceux qui ont commis le crime de lèse-république rendent gorge.

Des présumés coupables liés à cette affaire de fausses factures croupissent en prison. Chaque jour de détention de plus est un jour de supplice pour eux. C'est un jour de calvaire pour leur famille. Ces prisonniers attendent que justice soit faite pour eux. Au risque de donner raison à ceux qui pensent que le titre de parlementaire est une carapace des filous, Marou Amadou doit accepter que le député Zakaï soit mis à la disposition de la justice. C'est un nigérien qui aurait abusé de la confiance de ses pairs. C'est un nigérien qui se met devant sa justice pour laver son honneur et crier toute son innocence. Quoi de plus normal !

Pour arrêter des conduites pareilles, il ne suffit pas seulement d'arrêter ces hommes, il faut arrêter le système. Et cela, seule une vraie justice basée sur la robustesse de ses décisions et sa foi au droit peut le faire. Notre justice a été façonnée dans ce moule et tous nos braves magistrats en font de ça leur serment d'honneur. Seule notre politique et nos politiciens les accule au mur.

**Ibrahim Manzo DIALLO**

## COMMUNE RURALE DE TIMIA

### CRIME CRAPULEUX À TANOUT N'WARE

*Pendant que la Umma islamique du Niger se préparait à fêter avec joie la fête de tabaski, quelque part dans l'Aïr, entre la commune rurale de Timia et celle de Gougaram, un père de famille se vidait de son sang. Son péché ? Avoir refusé à des bandits armés sans scrupules de le déposséder de l'argent issu de la vente de ses chameaux au marché d'Arlit.*

Il s'appelait Abdoulaye Ibrahim, il était âgé de 35 ans et était père de 5 enfants. Outre ceux-ci, il avait à sa charge douze autres personnes, dont six aveugles de naissance, frères et sœurs laissés par son défunt père. Il voulait après la fête de Tabaski partir avec la caravane au sud payer du mil pour la grande traversée de Bilma. Hélas ! Oui, hélas...

Le 3 novembre dernier, Abdoulaye Ibrahim accompagné d'un vieil homme de plus de 65 ans et d'un petit enfant revenaient d'Arlit, où il a vendu ses deux chameaux. Cheminant entre la commune de Gougaram et celle de Timia, les voyageurs vont camper sur le puits de Tanout'Nwaré pour puiser de l'eau. C'est là sûrement qu'un solide gaillard en tenue militaire va commencer à les suivre pas à pas. Arrivés dans un espace découvert, il leur surgit du haut d'une colline et commence à crier sur eux de s'arrêter. Croyant certainement à un de ces retournés de la Libye – il y en a beaucoup – ayant perdu un peu de sa raison, le convoi l'ignore et continue sa route en dandinant sur leurs montures. En colère, l'homme se met alors à leur lancer des pierres, peut-être pour faire peur aux chameaux. « Qu'est-ce qu'il veut, celui-là, demande Abdoulaye à ses deux compagnons ? ». Comme il insistait, Abdoulaye Ibrahim descend de son chameau et se dirige vers lui en faisant semblant de tirer son sabre du fourreau. Il voulait juste faire fuir l'homme. Effectivement, en voyant l'arme blanche dégainée, l'homme en tenue militaire prend la fuite.

Tranquillement, Abdoulaye remonta sur son chameau et rejoignit ses compagnons. Mais à peine ont-ils fait quelques minutes de marche que le même homme ressurgit mais cette fois-ci avec deux autres personnes en tenue civile. L'une d'elles portait une kalachnikov en bandoulière. L'homme en tenue militaire indique à ses compagnons le chameau de Abdoulaye en ces termes : « Oui, c'est lui ! ».

Soudain, une rafale partit en direction de Abdoulaye qui tombe en même temps que son chameau. Tous deux sont touchés par les balles qui avaient crépité. Au bout de quelques instants le chamelier rend l'âme à quelques mètres du cadavre de son chameau.

D'après le vieux qui l'accompagnait, ses assassins l'ont ensuite dépouillé de tout ce qu'il avait dans les poches. Ils ont pris sa guerba d'eau avant de fuir à pieds laissant par terre les pièces d'identité du défunt. Tout s'était déroulé devant le vieillard et le jeune enfant qui accom-

## L'ASSOCIATION DEVENIR.BE APPORTE DE L'AIDE AUX ÉLÈVES D'ÉCHIA



Le samedi 12 novembre dernier, Mme Laurence Deschene, présidente de l'association Devenir.be a offert un grand lot de fournitures scolaires et de vêtements aux enfants de l'école d'Echia dans la commune rurale d'Aderbissinat. Après cela, elle a eu une séance de travail avec les élus locaux de la commune dans l'optique d'un partenariat avec l'association Devenir.be qui a déjà beaucoup fait en 2009 par l'envoi d'un container de vêtements, de livres et d'ordinateurs au profit de Gouré et Aderbissinat. Mme Laurence Deschene a d'ores et déjà remis au nom de l'association Devenir.be un important lot de livres à la commune d'Aderbissinat au bénéfice des élèves des écoles. Un appui de trois ordinateurs est annoncé par l'association afin de renforcer l'apprentissage de l'informatique par des élèves du collège. Merci Devenir.be

pagnaient Abdoulaye. Après s'être assurés du départ des bandits, le vieux aidé par le jeune vont enterrer, ou plutôt couvrir de pierres la dépouille de leur compagnon avant d'alerter les autorités. Ils auront alors un motocycliste à Ounan Karad qui informera le maire de Timia qui à son tour informa le Chef de poste d'Iférouane. En un temps record, le Préfet d'Arlit est informé et une voiture de la Gendarmerie dépêchée sur les lieux constatera le crime. Et puis rien ! L'écran est tombé sur l'affaire.

Ce crime n'étant pas le premier dans cette zone, la colère monte au sein de la population qui ne comprend plus le mutisme des autorités. Dans un passé récent, plusieurs incidents très graves ont été commis mais sont restés encore impunis. On peut aisément mentionner l'attaque d'une coopérative à Oufen en fin octobre. Des bandits armés venus à moto ont torturé des jeunes jusqu'à leur indiquer la maison du gérant de la coopérative qu'ils ont trouvé et torturé devant sa femme. Cette dernière a été obligée de leur donner 500.000 FCFA pour sauver la vie de son mari. Après leur fuite, les traces pistées par les gens du village les ont menées jusqu'à Tawat (un village situé à l'ouest de Timia). Qui pose ces actes dans cette zone ? Et surtout, qui protège ces bandits ? Pourquoi aucune mesure n'est prise à leur rencontre surtout qu'ils sont formellement identifiés par les villageois ? Il est impératif d'arrêter ces criminels qui tuent, endeuillent et terrorisent des paisibles citoyens. Il ne sert plus à rien de désarmer des bandits armés et de fermer les yeux sur les actes qu'ils posent. Seule une vraie justice peut les dissuader de refaire ce qu'ils ont eu goût à faire dans cette immense zone où l'impunité croît comme de la mauvaise herbe. Au secours !

**Ibrahim Manzo DIALLO**

## Brèves

Par DIM

### DEUX OFFICIERS MILITAIRES DU NIGER MEURENT DANS UN CRASH D'AVION À TCHINTOULOUS

Le vendredi 2 décembre 2011, deux soldats nigériens ont péri dans le crash de leur avion au nord Niger, où l'armée renforce sa présence depuis l'éclatement du problème libyen. Il s'agit du lieutenant Nouhou Kalilou Adamou et du Sergent Soumana Moussa Tinimi, tous deux, de l'Armée de l'Air des Forces Armées Nigériennes. Ainsi outre la multiplication de postes avancés, beaucoup de patrouilles aériennes se font pour contrecarrer la percée d'éléments terroristes d'Aqmi. Une source officielle précise que l'accident est survenu « en mission de reconnaissance aérienne au dessus de l'Air, et l'avion ULM Tétrás dont ils constituaient l'équipage, s'est malheureusement écrasé au moment où ils s'apprêtaient à se poser à Tchintoulous ».

D'autres sources par contre imputent cet accident à une maladresse de l'un de membres d'équipage, en l'occurrence Soumana Moussa aurait décelé par inadvertance son arme au moment de l'atterrissage, la balle le toucha à la poitrine et le tua sur le champ.

L'accident perturba le lieutenant qui était aux commandes du Tétrás qui s'écrasa. Quoi qu'il en soit, c'est le Niger qui vient de perdre deux de ses braves fils, natifs de Goudal à Niamey. A leur famille éplorée, Air Info présente ses condoléances les plus attristées. Que leur âme repose en paix ! Amen.

### UN ÉTUDIANT D'AGADEZ CRIE SA DOULEUR

Etant un fils de la région d'Agadez, je me permets de vous écrire pour dire toute la douleur qui me sangle face à la déliquescence de ma région qu'est Agadez. Personne ne s'émeut ou ne se soucie des impacts que la crise en Libye a engendré à cette région qui lutte de toutes ses forces pour réinsérer ces nombreux réfugiés. Comme si cela ne suffisait pas, l'insécurité liée au banditisme et Aqmi refait surface et fait fuir les partenaires techniques et financiers, sème la psychose aux populations et développe l'allergie au tourisme. Les écoles d'enseignement supérieur sont absentes à Agadez, ce qui défavorise nos étudiants majoritairement sans bourses et obligés d'aller faire des études ailleurs loin de leurs familles et dans des conditions difficiles notoires. A cela s'ajoute l'état désastreux des routes d'Agadez et l'insalubrité de la ville qui desservent tout élan de progrès.

J'ai mal devant le comportement de nos aînés intellectuels qui ont laissé Agadez à la traîne en préférant s'éloigner de ses misères pour le faste des grandes villes où ils deviennent des anonymes ressortissants.

J'ai mal de voir que l'uranium extrait à Arlit n'a presque rien servi, la population autochtone ne bénéficiant que de poussières radioactives. Dans la logique actuelle, il faut que les gens sachent qu'il est plus loisible de recourir aux moyens de pression que nous recommandons la démocratie que de recourir aux armes. La région d'Agadez a besoin de se refaire une santé et cela en mettant fin à l'insécurité. Beaucoup nous reste à faire, il nous incombe de provoquer un changement à l'égard de certaines manœuvres qui se

jouent sur nous et sans nous. Nous devons penser à créer des organisations de la société civile pour non seulement amener l'Etat à moderniser la ville d'Agadez, à aménager les routes, à combattre l'insécurité et à restaurer la confiance extérieure afin que revienne le tourisme. Nous devons aussi amener les sociétés minières à s'inscrire pleinement dans la vraie logique du développement durable et ce dans le respect des principes de la solidarité, de la participation, de précaution, de la responsabilité en un mot l'amélioration du bien-être, de justice sociale et au respect des écosystèmes. Il faut doter nos jeunes communes de tous les supports afin de rendre efficace leur gestion et dénoncer aussi tous les malfaiteurs afin que s'arrête cette propension à la mauvaise gestion pour l'intérêt de notre région afin qu'elle ait son authentique image d'une cité prospère et hospitalière.

Sachons que le Niger est un pays démocratique, il l'est non pas pour nous utiliser mais pour nous servir en exprimant notre sentiment national parce qu'à mon humble avis, dans le contexte démocratique, il faut que les citoyens nigériens soient conscients de leurs droits. Nous dire que nous sommes appelés à faire une révolution de mentalités et prendre notre avenir en main en admettant que tout passe par l'union et la force des arguments. Les populations doivent savoir tous les moyens de pressions sur l'Etat afin qu'il agisse en responsables et dans le respect du droit des citoyens mais aussi dans la satisfaction de leurs attentes.

**Adouma Alghoubas, Etudiant à Niamey**

**COUP DE GUEULE**

**CONTRE  
LA TUERIE DES  
DEUX PERSONNES À  
ZINDER**

Ce qui est arrivé à Zinder est une honte nationale. C'est l'expression typique du réflexe animal. On ne tire pas sur des pauvres innocents. Quand on n'est en démocratie, il faut accepter les critiques au même titre que les louanges. Le président Issoufou doit se réveiller pour ne pas trahir son serment.

Dim

**APOSTROPHE CITOYENNE À**
**MONSIEUR LE MINISTRE DU PÉTROLE DU NIGER**

Monsieur,  
j'ai l'honneur de vous réapostropher sur le cas de deux puits de pétrole forés par la CNPC dans le bloc fachi 1 et Fachi 2. En effet, ayant été témoin en 2007 de la présentation d'un échantillon du pétrole de ces deux puits aux autorités de l'époque par les Chinois, j'ose vous demander quel sort a été réservé à ce dernier !

Alors questions ?

Est-ce que le bloc d'Agadem, distant d'une cinquantaine de km de la commune de Fachi, n'utilise pas le pétrole de deux blocs de Fachi ?

Si oui, quelles retombées financières de cette exploitation vont revenir à la pauvre commune de Fachi ?

Si non, quand est-ce que les populations d'Agadez auront leur pétrole aussi ?

Dans l'attente d'une suite dans le prochain numéro, veuillez agréer Monsieur le Ministre l'expression de mon grand respect.

*Ibrahim Manzo DIALLO, citoyen à Agadez*

**COUP DE COEUR**

**POUR  
L'OUVERTURE D'UN  
COLLÈGE À AZZEL :**

C'est désormais officiel ! Le village d'Azzel a désormais son propre collège. Cette promesse tant attendue depuis longtemps se matérialise enfin. C'est le lieu de féliciter tous les acteurs étatiques et bonnes volontés qui se sont pleinement investis pour l'aboutissement de cette noble entreprise.

Issouf Hadan

En marge d'une session de formation des élus régionaux d'Agadez, nous avons rencontré M. Mahamadou Lawali, conseiller technique du centre de formation en gestion des collectivités territoriales qui nous présente ledit centre et ses impressions après la formation. Interview



**Monsieur, Pouvez-vous nous présenter le centre de formation en gestion des collectivités territoriales ?**

Le centre de formation en gestion des collectivités territoriales a été créé en 2008 suite à un constat lors de la première mandature, les formations ont été faites de manière dispersée et tout le monde se permettait d'élaborer son modèle et de faire de

la formation même s'il n'a aucune pédagogie. C'est pour éviter qu'il y ait du n'importe quoi que l'Etat et ses partenaires ont décidé de lancer ce centre.

**Quel est le but de ce centre ?**

L'ultime but du centre est d'harmoniser des actions pour un rendement efficace et porteur d'avenir pour nos communautés. Notons que ce type de centre

existait au Mali, au Burkina et au Cameroun. Un réseau de tous ces centres vient d'ailleurs d'être lancé. Et avec l'adoption de la stratégie nationale de renforcement des capacités, le centre a pris sa mission qui consiste à harmoniser la formation à travers des modules validés par des partenaires et des acteurs clés de la décentralisation. C'est surtout celle de la formation initiale des agents des collectivités territoriales, de la formation continue les ateliers. C'est un guichet unique pour tous ceux qui veulent faire de formation au profit de nos collectivités territoriales.

**Vous êtes à Agadez pour justement ce type de formation ! Quelles sont vos impressions ?**

Je suis agréablement surpris de constater que les conseillers régionaux d'Agadez ont pu capitaliser beaucoup d'expériences. Ce sont des personnes déjà aguerries dans le domaine de la décentralisation. Il y a parmi eux des anciens ministres, des anciens cadres de commandement, en un mot des hommes et

femmes de terrain qui savent et maîtrisent parfaitement ce qui se passe dans la région. On ne parle pas de formation avec eux, c'est un échange enrichissant de part et d'autre. Ces conseillers ont eu des outils qui vont leur permettre de bien élaborer leur budget et ont sollicité d'autres formations dans certains domaines. Nous avons des compétences pour faire ces formations et présentement je tiens à saluer la qualité des travaux de cette session dispensée par Alassane Seyboune, directeur général de l'administration territoriale et des collectivités locales.

**Un dernier mot, Monsieur Lawali ?**

Je suis très satisfait de l'accueil qui nous a été réservé ici à Agadez et pleinement satisfait du déroulement des travaux. Je ne peux finir sans pour autant remercier nos partenaires qui nous accompagnent dans cette noble démarche. Je vous remercie.

Réalisée par Dim


**CONTACTS :**

Cel : + 227 96 68 26 78

+ 227 94 61 50 00

**DIRECTEUR DE PUBLICATION**  
 DIALLO Manzo Ibrahim

ÉDITION

Indi-Copieurs-Services

MAQUETTE

BIANOU Abdrahamane

cel : + 227 93 24 35 82

+ 227 94 66 80 20

**TIRAGE** : 1500 exemplaires

**Impression :**

nin / Agence d'Agadez

**Email :**

airhorizoncom@yahoo.fr

**Site web :**

www.airinfo-journal.com

**RÉPRESSION BRUTALE D'UNE MARCHÉ À ZINDER**

# LA BÊTISE HUMAINE

**E**t Patatras ! Ce qui ne devrait normalement pas arriver à un président démocratiquement élu de l'envergure de Issoufou Mahamadou vient de lui tomber dessus avec une rare violence. Et cela des seuls actes de quelques éléments de forces de l'ordre inconséquents et irresponsables obéissant forcément aux ordres d'un supérieur naviguant à contre-courant de l'histoire. Oui, du seul fait de sa connerie, celui qui a instruit les forces de l'ordre de charger sur les manifestants, nous voilà dans un vrai problème. Le régime de Mahamadou Issoufou vient d'avoir le 6 et 7 décembre derniers ses premiers « martyrs ». Il vient d'inscrire en lettres de sang une forfaiture que les Nigériens pensaient avoir laissé dans les annales de l'histoire depuis le 9 février 1990. Aujourd'hui, feu Laminou Maikanti, élève en classe de terminale au CES Birni qui a succombé mardi 6 décembre suite à un tir de grenade lacrymogène sur la tête et une femme du nom de Kollé Mallam Abdou, âgée d'environ 43 ans le mercredi au quartier Birni décédée d'une balle dans la tête (voir photo), terniront à jamais la page du règne de Issoufou Mahamadou.

Deux nigériens sont morts de blessures ou de balle de ceux qui doivent leur assurer protection et jusqu'à cette date aucune structure de défense des droits de l'homme n'a officiellement fait un communiqué pour condamner ces actes barbares. Qu'est-ce qui arrive à notre société civile depuis l'avènement de la septième république ? Elle s'est complètement ramollie sur le chapitre qui était désormais le sien il y a quelque temps quand un président élu voulait tordre le cou à la constitution ces acteurs étaient pleins d'énergie. Mais aujourd'hui qu'on ôte la vie à des nigériens que cette même constitution protégeait, aucune voix ne se lève. C'est très grave !

Même s'il est certain qu'à toute fronde sociale, le pouvoir en place trouvera un bouc émissaire, notamment dans le rang de l'opposition, avouons que ce qui est arrivé à Zinder ne doit être passé sous silence. C'est un devoir moral et citoyen pour nous de condamner cette horreur; de dire non à ces actes barbares commis sur des innocents à Zinder.

Ce régime a des problèmes pas seulement avec les libertés fondamentales qu'il a étouffées (droit de manifester) mais avec son propre égo. Rien ne sert de croire que tout va bien alors que rien ne va plus. Jusqu'à quel nombre de morts va-t-on commencer à condamner.

Des policiers tirent sur la population et c'est motus et bouche cousue partout. C'est ça aussi l'injustice ! Celle de se taire devant l'injuste et le sadique.

Le problème de Zinder est dû à la mauvaise approche que l'Etat a imprimé à ce vent de contestation qui prenait racines depuis l'avènement de ce maudit pétrole. Tout le monde savait ou percevait clairement les grognements de la « bête » mais rien n'a été fait pour les calmer.

Des petits « D'accord ! On verra » à l'adresse de ces contestataires en herbe suffisaient. Hélas, on a laissé passer le temps avec un déroutant et cynique refrain : « C'est l'opposition qui les pousse ! C'est leur travail ! ». Et le pire l'on a minimisé le « monstre » qui s'est nourri des espoirs déçus et des rêves brisés d'une grande partie de la population de Zinder dont sa composante jeunesse. Cette dernière a été insidieusement travaillée par des messages via des téléphones portables et des commentaires virulents dans des forums sur internet. Quid de tout ça, le pouvoir a laissé faire. Et au finish, cette jeunesse a carrément eu l'impression qu'elle est marginalisée et humiliée.

En se taisant le régime de Zaki a donné l'occasion, à ceux-là

tapis à l'ombre, qui jubilent de le voir empêtré dans des soulèvements sociaux, d'agir vite, très vite et à son détriment. Résultat ! La malédiction du pétrole qu'on invoquait sur nous est inexorablement en marche. Aujourd'hui, la colère des habitants de Zinder toutes catégories confondues est sans commune mesure. Les élèves et des loubards qui les ont infiltré ont tout cassé et casseront si aucune disposition n'est prise.

Des banques qui n'ont rien à voir avec cette fronde sociale, des feux de signalisation et des édifices publics ont été vandalisés dévisageant carrément l'aspect jovial de la ville de Zinder.

Hier soir; le ministre de la justice a confirmé ces deux morts et précisé que le Directeur de la Police de Zinder a été limogé et le policier auteur du tir de balle mortelle mis aux arrêts. Lors d'une réunion des élus de la région tenue hier à Zinder, il a été demandé le départ pur et simple du Gouverneur de la région.

Au delà de ça, il est urgent, d'associer tous les sages de la région afin de ramener la paix à Zinder. Il est urgent, oui urgent de faire entendre raison aux autorités politiques et instigateurs de telles frondes que nul n'aura à gagner d'un chaos à Zinder.

La « Fitna », comme l'appellent nos oulémas est très contagieuse. Ce qui se passe aujourd'hui à Zinder peut aisément se répercuter ailleurs. Quelque soit l'appareil répressif que le régime de Mahamadou Issoufou va déployer à Zinder pour faire entendre sa raison de la force à ces jeunes indignés, il faut qu'il soit sûr d'une chose : seul le dialogue franc et sincère constitue le terreau propice au dénouement d'une telle crise. A bon entendeur, Salut !

**Ibrahim Manzo DIALLO**

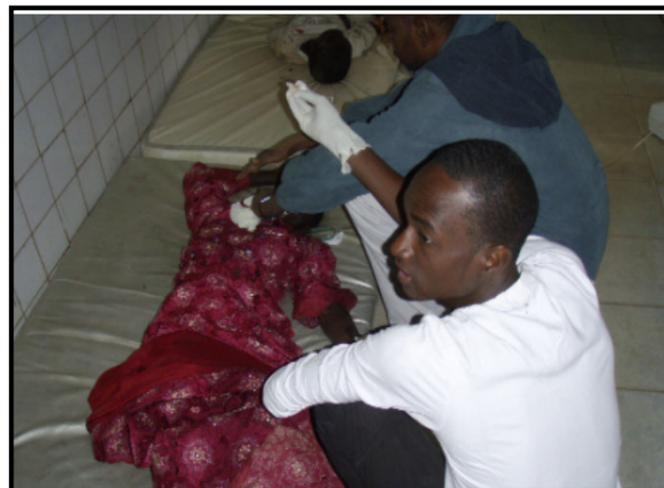


Photos : Le Damagaram

La dépouille de la femme juste à son arrivée à l'hôpital



Un élève blessé admis aux urgences



Des élèves grièvement blessés admis aux urgences

# DECLARATION DES RESSORTISSANTS DE LA REGION D'AGADEZ :

La bonne gouvernance économique et sociale prônée par le président de la République a suscité beaucoup d'espoir chez les populations de la région d'Agadez. Malheureusement, la gestion économique, politique et sociale actuelle conduite par les représentants de l'Etat et les sociétés minières en particulier n'a rien de semblable.

Après un diagnostic et une analyse approfondie de cette situation, nous, ressortissants de la région d'Agadez, sommes prononcés sur les points suivants :

## 1. De la gestion chaotique des ressources minières par Areva et de la société des mines d'Azelik ( Somina)

La multinationale Areva a exploité pendant plus de quarante ans l'uranium dans la région d'Agadez en produisant des dizaines de milliers de tonnes de déchets toxiques à ciel ouvert avec comme corollaire :

- La radiation des personnes et des animaux,
- La pollution des eaux,
- Le refus d'absorption des jeunes de la région ;

La Somina, société chinoise qui exploite l'uranium du site d'Azelik se comporte comme un véritable colon pratiquant des traitements dégradants, inhumains, et sans aucune action sociale.

## 2. Des obstacles récurrents à la mise en œuvre effective de la Décentralisation

Dans un contexte de la décentralisation marquée par la gouvernance locale où le souci premier est de rapprocher les administrés de l'administration, de concevoir et mettre en œuvre des plans de développement communaux, la région d'Agadez fait exception à ce principe élémentaire du fait qu'elle est gérée par un militaire. Le conflit de compétences entre les autorités élues et les représentants de l'Etat a atteint son paroxysme avec des remises en cause perpétuelles des délibérations des conseils municipaux par des représentants du pouvoir central.

## 3. De l'insécurité dans la région

La région est soumise à une insécurité multidimensionnelle notamment la gestion militaire de la région, l'émergence des mouvements terroristes, la crise libyenne, la manipulation des multinationales qui convoitent les richesses du sous-sol de la région, les trafics de tous genres et le banditisme ou l'insécurité résiduelle. Cette insécurité déstabilise la quiétude sociale et toute initiative de développement économique de la région.

## 4. Des redevances minières

Les 15% des redevances minières au titre des années 2009, 2010, et bientôt 2011 consacrées par le code minier applicables au Niger restent encore non disponibles pour les jeunes communes mettant en mal ainsi leurs actions de développement. Outre les ressources uranifères, la région d'Agadez regorge d'énormes potentialités en ressources pétrolières comme en attestent les recherches déjà effectuées sur le plateau de Manguéni et le Ténéré. Actuellement, des travaux sont en cours avec les permis bloc Ténéré et bloc Bilma. Quant au permis du bloc Agadem, il intègre une importante partie de la commune de Fachi.

Selon les informations fournies par le ministère du pétrole, l'apport des blocs Bilma et Ténéré sera de 80 milles barils/jour en 2013,

## 5. De la route Tahoua-Agadez-Arlit :

En ce qui concerne la route Tahoua- Agadez- Arlit, force est de reconnaître que ce tronçon qui constitue la route de l'uranium se trouve totalement dégradée et impraticable. Elle est l'unique tronçon important revêtu de la région qui représente plus de la moitié du territoire national.

En 2004, quatre milliards de nos francs environ ont été injectés pour les traitements des points critiques, mais l'exécution de ces travaux a été suspendue sous prétexte de l'insécurité. Actuellement, huit autres milliards sont dégagés pour effectuer des simples travaux de colmatage. Au vu de tout ce qui précède, nous, ressortissants de la région, de passage ou résidents à Niamey exigeons :

1. *La vulgarisation et la mise en œuvre effective des mesures d'atténuation des impacts environnementaux et rappelons aux sociétés minières leur responsabilité sociale ;*
2. *La priorité aux jeunes de la région dans le recrutement aux emplois de différentes sociétés minières ;*
3. *Le respect strict par la société chinoise du code de travail et les instruments juridiques internationaux, régionaux, et sous-régionaux relatifs aux droits humains ratifiés par le Niger ;*
4. *La nomination d'un administrateur civil à la tête de la région d'Agadez et fustigeons l'immixtion des autorités administratives dans la gestion des collectivités territoriales et la remise en cause des délibérations des conseils élus ;*
5. *La prise en charge de l'éradication pure et simple de l'insécurité résiduelle de la région par les chefs coutumiers, les élus, et les responsables des ex-combattants ;*
6. *L'arrêt des bavures militaires dans la région afin de permettre le plein épanouissement des communautés et la relance des activités économiques ;*
7. *Le versement intégral des redevances minières au titre des années 2009, 2010 et 2011 ;*
8. *La nomination des cadres qualifiés de la région d'Agadez au sein de l'administration de la SORAZ, la SOMAÏR, la COMINAK, et le recrutement massif des ressortissants de la région d'Agadez dans les compagnies d'exploitation techniques et commerciales des ressources pétrolières ;*
9. *Elargissement de l'application de la loi sur les redevances minières relatives au pétrole et les avantages connexes aux quinze (15) communes de la région d'Agadez ;*
10. *La reprise effective par des entreprises crédibles de la route Tahoua-Arlit en passant par la commune rurale d'Ingall et le rejet de tout traitement des points critiques ou colmatage de ce tronçon ;*
11. *La mise en exploitation du site de l'Irhazer en vue de lutter contre l'insécurité alimentaire prônée par la volonté politique du président de la République à travers son programme « 3 N » .*

Fait à Niamey, le 3 décembre 2011

## Le local destiné à abriter le Conseil régional et qui abrite déjà le musée régional d'Agadez illégalement occupé par des forces de l'ordre

Qui a autorisé la police à habiter dans les locaux destinés aux conseillers régionaux et au musée régional d'Agadez? C'est la question que tout le monde se pose aujourd'hui à Agadez depuis que des forces de l'ordre ont pris possession de ce bâtiment ayant servi de siège à la Mairie avant son déplacement.

Est-ce que le Conseil régional a été approché pour le mettre à la disposition de la police? Quand

on sait que même le bureau attribué au responsable du musée régional en fait partie, il y a lieu de se demander quel respect a-t-on pour les vestiges historiques de cette région?. D'après nos informations, le responsable du musée que nous avons approché ignore à cette date où sont passés les objets de valeur historique qui se trouvaient dans son bureau auquel il ne peut plus avoir accès aujourd'hui. Nous y reviendrons plus tard.

## Depuis plus de deux ans, les locaux de la Mairie de Dabaga sont occupés par les militaires

Depuis la dernière rébellion de 2007, les élus de la commune rurale de Dabaga n'ont plus l'intégralité de leurs locaux. Ils sont obligés de se coincer dans un petit local attenant pour tenir leurs travaux. Et pour cause? Un détachement militaire occupe une partie de la mairie et utilise l'énergie solaire mise à la disposition de certains bâtiments de la mairie.

Cette proximité dérange de plus en plus les gens et mêmes les élus qui

pensent qu'avec la paix revenue, ces militaires doivent se chercher une autre position. Même s'il est indéniable que la sécurité est seule gage de tout développement, la présence de ces forces aux alentours des concessions familiales constitue un véritable danger pour elles.

Oui, il est grand temps que les forces de défense se cherchent un autre endroit plus favorable pour eux sinon ce sont les habitants qui risquent de quitter .

## CULTURE

## EMZAD, UN TRÈSOR QUI SE MEURT !



Photo : DR

*Considérées à tort ou à raison de carburant moteur des sociétés humaines, les traditions font marcher les communautés. De tous les temps et en tous lieux de ce vaste monde, les sociétés ont vécu, vivent et vivront certainement avec leurs coutumes. Chez les Touaregs du nord Niger, outre le tambour traditionnel appelé Tende, existe l'emzad, violon monocorde joué par les femmes et pour les Hommes. La société touarègue est intimement liée au son de l'emzad. C'est le : "nerf sciatique de la communauté touarègue", affirme l'ex-ministre Aïtock Mohamed. Hélas, cet instrument de musique transmis de mère en fille qui est très respecté chez les Touaregs se meurt à petit feu. On ne compte plus que quelques vieilles femmes qui savent en jouer. Des vieux tirent la sonnette d'alarme aux oreilles inattentives des jeunes plus attirés par le modernisme. L'heure est grave! Que faire? Reportage.*

Issouf Hadan

L'emzad a une longue histoire. Selon certaines sources, le premier emzad a été confectionné par une femme qui a loué le courage de son mari qui a su résister aux ennemis. Tous les hommes ont fui et seul ABARAD était resté pour défendre corps et âme les femmes et les enfants du campement jusqu'à la dernière goutte de son sang. Pour lui rendre hommage, son épouse coupa des mèches de ses longs cheveux pour confectionner le premier emzad. Le répertoire de l'emzad est constitué des poèmes épiques et lyriques joués et chantés la nuit aux heures de repos et de méditation. Mais la pratique de cet instrument tend aujourd'hui à disparaître. Il reste peu de femmes à savoir encore le manier. Il est donc urgent de trouver les moyens de sauvegarder cet instrument unique au monde avant qu'il ne soit trop tard.

Du haut de ses quatre vingt ans, la violoniste Ajo Emini tire la sonnette d'alarme : "L'emzad se meurt ! Faites

rapidement quelque chose". Avant d'enchaîner avec un brin de mélancolie : "De nos jours les hommes ne respectent plus rien, pas même l'ASHAK, ce code de conduite qui a fait la fierté des Touaregs. Pour vous dire la vérité, les hommes touaregs n'écoutent plus l'emzad. Seuls quelques personnes le font", s'alarme-t-elle. Elle est l'une des toutes dernières joueuses que compte la région d'Agadez et sait qu'elle n'a plus de relève. L'emzad est un formidable véhicule des valeurs ancestrales très capital chez les touaregs. L'emzad rappelle aux hommes qu'ils ont un devoir de bonne conduite à l'égard des membres de la société. L'emzad interdit de frapper la femme ; l'emzad interdit d'ignorer les faibles et les enfants en détresse. «Son premier mérite qui force l'admiration est le fait que l'emzad s'efforce à corriger les travers de notre société. L'emzad rappelle aux Hommes le contrat social qui les lie à la vie du campement.

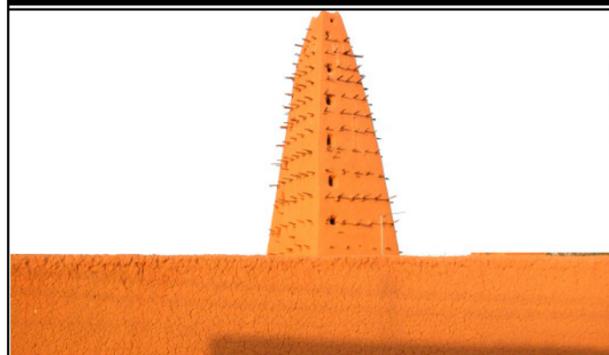
Nul ne doit rester insensible au son langoureux de l'emzad ! Ce son qui devient fouet pour lacérer la peau des faibles et des lâches. Ceux qui ont failli en public ! ", explique Ibrahim Diallo, auteur d'un livre inédit : "Emzad, ou le soupir étranglé". Même souci pour Aitok Mohamed, ancien ministre du Niger et homme de culture très reconnu à Agadez, il se félicite de l'initiative de la Radio Nomade FM basée à Agadez, laquelle à travers une émission intitulée "Elan n'Ashak" qui veut dire en français "les années de l'honneur" fait de son mieux pour sensibiliser les gens. Cette émission qui a un grand auditoire a permis aux jeunes de la région de mieux connaître et comprendre les valeurs de l'emzad." " Cela ne suffit pas, s'inquiète Aïtock, il faut que l'Etat se soucie de le préserver avant qu'il ne soit trop tard !". Certes des initiatives locales sont envisagées mais ne sont pas d'un grand effet par manque de soutien. A Agadez, Abdallah ag Oumbadou, un chanteur renommé se bat contre la disparition de cette coutume ancestrale avec son associa-

tion TAKRIST N'TADA. Idem pour le comité d'organisation du Festival de l'Air qui a inscrit un concours de l'emzad dans son programme. Ce qui a permis à des jeunes joueuses et accompagnateurs de l'emzad de se faire connaître. Et sur un plan plus général, l'Association pour le développement durable et la solidarité ( ADDS) de Issouf Ag Maha a initié une école de l'emzad à Agharous et dans le Talak, avec l'appui de Croq'Nature et de l'UNESCO.

Mais pour imprimer à cette démarche de sauvegarde un caractère plus salvateur, il est impératif que l'Etat du Niger et au delà tous les Etats ayant en partage l'emzad comme l'Algérie, le Mali, le Maroc et la Mauritanie conjuguent leurs efforts dans le même sens.

Une perte inestimable se passe en silence. La continuité de l'emzad est liée au souffle de ces quelques femmes qui restent encore en vie. Quand elles nous quitteront, il n'y aura plus d'emzad ! Plus de code de conduite ! Plus de l'entraide !. C'est le drame qui nous guette ! Traditionnalistes de tous bords, mobilisons-nous !

## A QUAND LA RÉHABILITATION DU SULTANAT D'AGADEZ ?



L e Sultanat d'Agadez, ce haut-lieu de notre histoire a aujourd'hui grandement besoin d'être réhabilité. Certaines bâtisses sont en très mauvais état et risquent de tomber. Idem pour la mosquée légendaire d'Agadez qui a besoin des travaux. La dernière fois que le sultanat d'Agadez a été réhabilité remonte dit-on aux années 80 plus précisément en 1982 sous l'ère du président Seyni Kountché.

Les autorités de la septième République avec à leur tête Elhadj Mahamadou Issoufou, doivent songer à le faire. Elles auront alors rendu un grand service à la région touristique d'Agadez en particulier et du Niger en général.

**Le département des manuscrits arabes et ajamis de l'Institut de Recherche en Sciences Humaines de l'Université Abdou Moumouni de Niamey a organisé une conférence suivie d'une exposition sur le thème : Trésors écrits : les manuscrits anciens du Niger ; animée par Dr Seyni Moumouni Chercheur-enseignant à l'UAM le Jeudi 20 octobre 2011 à la base de l'IRSH d'Agadez. Votre journal l'a approché pour en savoir un peu plus sur cette rencontre. Interview.**

Photos : Maga



**Dr Seyni Moumouni Chercheur-enseignant à l'UAM**

### **Docteur, pourquoi le choix d'Agadez pour cette rencontre ?**

Le choix d'organiser cette conférence-exposition sur les manuscrits anciens du Niger à Agadez n'est pas fortuit. Comme vous le savez, sur le plan culturel la région d'Agadez jouit d'un très grand prestige. C'est un laboratoire où se trouvent des immenses gisements de manuscrits, d'objets d'art et d'archéologie. La région d'Agadez fait partie des anciens centres historiques d'Afrique de l'ouest (Tombouctou, Djenné, Ouallata, Chinguiti, etc). Elle a joué un rôle très important dans la production des manuscrits. Le savoir saharien était un savoir mobile, circulant du Sahara atlantique aux rives du fleuve Niger. Non seulement des ouvrages étaient apportés à Agadez, mais les érudits locaux écrivaient leurs propres œuvres. La cité historique d'Agadez fut un lieu de passage et de brassage culturel. Sa situation géographique en a fait un carrefour naturel de rencontre et d'échange entre les populations. Vers le milieu du dix septième siècle, Agadez était une métropole intellectuelle et commerciale. Les érudits qui s'y étaient installés y avaient apporté leurs bibliothèques privées. Il existe trois types



de manuscrits : les manuscrits en langue et écriture africaine, les manuscrits en écriture Tifinagh ; les manuscrits en langue et écriture arabe et les manuscrits en écriture dite : ajami (en langue

africaine écrits par l'adoption de l'alphabet arabe).

Cette tradition manuscrite dite « Ajami » est produite à partir d'un système de transcription des langues locales par l'adoption de l'alphabet arabe. Ce type d'écriture a permis de fixer des langues jusqu'alors orales : Berbère, Haoussa, Fulfuldé, Kanuri, Zarma-Sonrai, Wolof, Swahili, etc. La production du savoir fut assurée par des générations successives d'auteurs africains parmi lesquels on peut citer :

Al-Imâm Ahmad Gak ; Abdu-l-Lah al-Agdazî; Abu-Bakr b. Hamma, plus connu sous le nom de Hanikinî ; Chaykh Tânuî Ibn llâdjil al-Agadazî ; -Hadj Abu-bakr ash-Shanbakî al-Agadazî, né en 1226 / 1812 à Agadez ; Ash-Shaykh Amandji b. Abdu-l-Lah al-Agdazî, As-shaykh Akaïna b. Abdu-l-Qadir al-Agdazî né à Agadez en 1270 / 1854 ; al-Hâfiz al-Khatîb al-Qâsim b. 'Umar ; Shaykh Abû Tâl b. 'Abdu-r-rahmân, né à Iferouane en 1250 / 1834 ; Al-Imâm al-Faqîh Arkanî Ibn Abdu-l-Lâh ; Ahina et Akina, deux illustres savants jumeaux qui nés à Agadez ; As-Shaykh Zakariyâ' b. Abdu-l-Lâh, connu sous le nom de Wayo al-Agadazî ; - as-Shaykh Allo Al-Agadazî (Abû Bâbâ) ; al-Faqîh Madhu Taghalkhar né à Agadez en 1290/1874 ; al-Imâm Al-Muhaddith Atakar Al-Agadazî.

Ces savants étaient bien informés de l'activité des autres foyers culturels d'Occident et d'Orient. Ils participèrent au développement de la culture islamique dans la région et enseignèrent aux étudiants venant de tous les horizons les sciences islamiques dans la mosquée d'Agadez.

Les disciplines traitées par les manuscrits sont les suivantes : l'histoire (at-tarikh) ; la théologie musulmane (at- tawhid), la mystique musulmane (at- tasawuf), la jurisprudence musulmane (al-fiqh), la littérature arabe (al-adab- al-arabi), l'astrologie (ilm-al-falak), la geomancie, la pharmacopée (as-saydala), l'alchimie, les traités politiques (ar-rasa'il-as-siyasiyya), les correspondances et les pamphlets, les notices hagiographiques des personnalités scientifiques, politiques et religieuses. Pendant la colonisation, les manuscrits ont été les premières victimes de la révolte de Kaocen. Dès le siège d'Agadez et d'autres campements en 1916, les troupes coloniales n'hésitèrent pas à brûler ou à piller de nombreuses bibliothèques et zaouis de la région.

### **Est-ce à dire que le Niger néglige aujourd'hui ces manuscrits anciens ?**

Les manuscrits anciens du Niger et ceux d'Agadez en particulier sont dans une situation difficile. Les conditions de conservation et la régulation de la température ambiante mettent à rude épreuve les manuscrits. La seule collection publique du pays rassemblée

par Boubou Hama se trouve conserver à l'Institut de Recherche en Sciences de l'Université de Niamey dans des locaux exigus et inadaptés. Les manuscrits endommagés restent irrécupérables faute de laboratoire de restauration. Aujourd'hui les nouvelles technologies offrent des nouveaux supports de conservation parallèle tels que le microfilm et la numérisation. Faute de financement la collection n'a pas été numérisée. Les consultations s'effectuent directement sur les originaux et les différentes manipulations endommagent



davantage les manuscrits. Il faut donc mettre hors de danger les manuscrits. La numérisation constitue le moyen le plus sûr aujourd'hui de préservation et de consultation des documents fragiles comme les manuscrits. Dans les bibliothèques privées, la situation des manuscrits est encore plus catastrophique. Les manuscrits sont conservés dans des conditions lamentables, souvent victimes de dégâts naturels tels qu'attaque de termites et inondation à la suite des fortes pluies ; les maisons sont construites en banco (argile) qui a du mal parfois à résister au caprice de la nature. Certains sont totalement délaissés et parfois vendus en morceaux à des prix dérisoires. Un nombre important des manuscrits sont dans un état de dégradation avancée. Certains sont malheureusement irrécupérables. D'autres peuvent être récupérés à condition d'entreprendre un travail de restauration et de numérisation ou toutes autres mesures susceptibles de sauver les originaux d'une détérioration progressive et irrémédiable. A cela, il faut ajouter le dédain général et le manque d'intérêt des responsables.

### **Quels commentaires suscitez de votre part la richesse culturelle d'Agadez qui se meurt hélas avec le modernisme ?**

Il faut que les autorités comprennent que la culture constitue une richesse inépuisable. Aujourd'hui lorsqu'on évoque Agadez, c'est les ressources minières qui viennent à l'esprit. Les ressources culturelles symbolisées par les sites archéologiques, les anciennes mosquées et la tradition manuscrite intéressent peu de personne. Il est indispensable qu'il ait une prise de

conscience collective autour de nos patrimoines historiques et culturels. Agadez a le même prestige historique et culturel que Tombouctou par exemple, mais aujourd'hui, contrairement à Agadez, Tombouctou est tenu par sa richesse culturelle et historique. La promotion du tourisme culturel autour des manuscrits accompagne le développement économique de la région. Nous vivons aujourd'hui dans un monde dit « global » ou « mondialisé » dans lequel les pays, voire les continents, sont en compétition dans tous les domaines. En ce qui concerne le domaine culturel, nous ne pourrions y participer qu'avec nos valeurs culturelles authentiques. On se doit donc de préserver ces valeurs culturelles avec les outils que la modernité nous offre. Il s'agit d'utiliser dans cet élan les bienfaits de la modernité pour préserver et promouvoir cette richesse culturelle. Contrairement aux ressources minières, le patrimoine culturel ne s'épuise pas. Le capital culturel, c'est ce qui nous reste après tout.

### **Quelle suite pour la rencontre d'Agadez ?**

Cette rencontre a permis de nouer des contacts et d'avoir des échanges fructueux autour des manuscrits avec les autorités locales, les leaders religieux et la population d'Agadez. Ensemble, nous avons jugé nécessaire de créer une bibliothèque régionale pour sécuriser et valoriser les manuscrits anciens et le patrimoine écrit d'une manière générale. Cet espace aura pour mission de collecter des manuscrits, d'organiser des activités autour des manuscrits, d'animer des ateliers d'écriture et de calligraphie, etc.

### **Votre dernier mot ?**

Au Niger, on trouve des manuscrits dans des nombreuses familles. Ces manuscrits sont certes pour la plupart en arabe, considéré comme « le latin en Afrique ». Mais il n'y a pas de diversité culturelle sans diversité linguistique. Ces manuscrits renferment avant tout notre passé commun, notre histoire. Ils représentent aujourd'hui, l'une des sources reconnues par la communauté scientifique pour revisiter l'histoire du continent africain. Je lance donc un appel aux autorités, aux institutions internationales, ONG et aux mécénats pour aider à la bonne conservation de ce patrimoine culturel commun.

Réalisée par  
**Ibrahim Manzo Diallo**

**LANCEMENT DE L'OBSERVATOIRE DE LA SANTÉ DE LA RÉGION D'AGADEZ**

# UNE VOLONTÉ COMMUNE CONCRÉTISÉE



Photos : Areva

Après l'approbation de son Assemblée Générale Constitutive qui s'était réunie le 5 décembre, à Niamey au Niger, l'Observatoire de la Santé de la Région d'Agadez (OSRA) a été officiellement mis en place le 6 décembre dernier. Plusieurs allocutions ont été prononcées en cette circonstance.

Pourquoi un tel observatoire?

## Etudier l'impact sanitaire des activités minières

Sa création s'inscrit dans le cadre de l'application des deux protocoles d'accords signés le 19 juin 2009 entre l'association SHERPA et le groupe AREVA. Après l'Observatoire de la Santé de Mounana (OSM) créé le 19 octobre 2010 au Gabon, cet Observatoire de la Santé est la deuxième de cette initiative inédite dans le secteur minier. L'Observatoire de la Santé de la Région d'Agadez a pour objet le suivi de la santé des anciens travailleurs exposés à l'uranium dans les mines d'AREVA au Niger, ainsi que la veille sanitaire des populations riveraines.

## AREVA, un industriel responsable

Comme l'a si bien dit Didier FOHLEN dans son allocution : « La mise en place de

l'OSRA répond à la démarche de transparence d'AREVA. Il s'agit pour le groupe d'assurer une expertise sanitaire indépendante en mesure de démontrer scientifiquement si l'exploitation uranifère présente ou non un impact sanitaire significatif sur les travailleurs et les populations ». Et d'enchaîner que puisque : « AREVA étant un industriel responsable, si à l'issue de la période d'observation, les experts concluent que des cas de maladies imputables à l'activité professionnelle sont mis en évidence, le groupe prendra en charge les soins correspondants à l'identique de la couverture médicale française ».

L'observatoire permettra d'informer en toute transparence les autorités nigériennes, les anciens salariés et les populations environnantes sur les résultats du suivi sanitaire autour des sites miniers opérés par AREVA.

Ainsi les premiers examens médicaux des anciens travailleurs de SOMAÏR et COMINAK, filiales nigériennes du Groupe AREVA, seront lancés au premier semestre 2012. Les consultations des patients comprendront un examen clinique, une analyse sanguine et une radiographie des poumons.

Le site d'Imouraren a également été identifié comme site pilote pour mener une Etude d'Impact Sanitaire (EIS), afin de servir de point sanitaire initial.

## Un projet tripartite responsable

Ce projet a été conduit en étroite collaboration avec les autorités nigériennes, dont les représentants ont intégré le Conseil d'Administration à l'issue de sa première réunion le 6 décembre. La société civile nigérienne – acteur essentiel de la mise en œuvre de l'OSRA dont elle est membre veillera à son bon fonctionnement. SHERPA, qui a participé à l'élaboration des statuts de l'OSRA, est satisfaite de cette mise en place et veillera également à ce que son fonctionnement réponde aux ambitions et objectifs fixés. Les partenaires du projet ont, à cette occasion, statué sur la composition des organes en charge de la conduite et du suivi opérationnel de l'observatoire (conseil scientifique, comité médical, unité de coordination).

Nous souhaitons bon vent à l'OSRA.

## Ibrahim Manzo DIALLO

## Ils ont dit ... Ils ont dit ...

### M. IMAD TOUMI, DG AREVA MINES / NIGER

« Cette journée est une journée importante pour AREVA avec le lancement de l'observatoire de la santé de la région d'Agadez. Depuis ma prise de fonction en qualité de Directeur Général, mes collaborateurs et moi-même avons œuvré pour faire aboutir cette initiative combien salubre. Je souhaite beaucoup succès à ce projet important pour les anciens travailleurs de la SR et CK, pour les populations



d'Arlit et d'Akokan et aussi pour les travailleurs de notre future mine d'IMOURAREN SA ».



### DIDIER FOHLEN, Directeur environnement Areva:

« Nous avons initié début 2011 une démarche volontaire allant vers davantage de formalisa-

tion dans nos actions d'intégration dans les territoires où nous opérons. Cela se traduit par des stratégies explicites, disponibles pour consultation par le public, sur nos relations avec nos parties prenantes et nos actions de développement économique et communautaire autour de nos sites miniers. Cette approche est conforme aux principes de l'ITIE (dont le Niger est un membre important) et à l'appartenance d'AREVA à l'ICMM, l'organisation professionnelle des mineurs responsables ».

### Azawa Mamane, coordonnateur Synergie des organisations de la société civile d'Arlit :

« C'est un sentiment de joie et de fierté de voir ce jour. C'est le fruit de la forte mobilisation de la société civile pour imposer à Areva de réparer les préjudices causés à la population d'Arlit. Notre combat n'est pas pour autant fini car vous savez qu'il y a d'autres sociétés qui font de l'exploitation de l'uranium notamment les chinois qui ne respectent rien du tout. On va



se mobiliser pour les obliger à se conformer au principe de l'industriel responsable



### Alain Acker, Directeur Médical d'AREVA :

« les Observatoires de la Santé sont le résultat d'un dialogue

exemplaire et sans précédent entre des Autorités nationales, les organisations non gouvernementales (ONG) et un partenaire industriel responsable. Ils sont aujourd'hui devenus une réalité dans deux pays d'Afrique, et le groupe souhaite étendre cette veille sanitaire à l'ensemble des mines qu'il opère dans le monde, notamment au Canada et au Kazakhstan ».

**« Dans cette vie, il n'y a pas de satisfaction, ni de bonheur sans obstacles à conquérir ni un but à atteindre. Nous avons conquis beaucoup d'obstacles, et le plus dur est derrière nous », affirme Dr Hassane Barazé médecin de travail de Areva Niger**

**Bonjour Monsieur, pouvez-vous vous présenter à nos lecteurs ?**

Je suis le Docteur Hassane Barazé, médecin de travail de Areva au Niger. Je m'occupe de la médecine professionnelle dans toutes les entités d'Areva (Cominak, Somaïr, Imouraren et Areva Mines Niger).

**Dites-nous Docteur, qu'est-ce qu'un observatoire de la santé et quels sont ses atouts pour la population d'Agadez ?**

Un observatoire est un organisme créé pour rassembler et diffuser des informations relatives aux faits politiques, économiques, sociales, culturelles et sanitaires. Pour ce nous concerne, il agit de rassembler, de diffuser des informations relatives au fait sanitaire.

**Docteur, après quarante ans d'exploitation de l'uranium, beaucoup de voix s'élèvent pour crier que des maladies professionnelles sont tuées ! En tant que spécialiste de la question, qu'est-ce que cela suscite comme réactions de votre part ?**

Vous savez, on peut bâtir même sur des ruines ! Le passé c'est le passé, on ne le refait pas ! On n'a essayé de faire autant que faire se peut pendant ces quarante ans, on s'est rendu compte qu'il faut aller de l'avant, qu'il faut mettre les moyens nécessaires pour prendre en charge non seulement les travailleurs actifs que les populations riveraines et les travailleurs inactifs. Comme on dit, il faut voir le monde avec les yeux des générations à naître, ce qui nous permettra dès aujourd'hui de faire une veille sanitaire pour les populations riveraines ; de faire un suivi post professionnel pour les anciens mineurs, quelque soit par ailleurs la raison par laquelle cet agent a quitté les entreprises. Donc nous pensons que comme nous sommes dans un mécanisme



tripartite avec l'Etat et la société civile, nous y arriverons. Le seul fait de se projeter dans l'avenir, de se donner les moyens, les techniques, les méthodes pour prendre en charge davantage et de la meilleure manière possible nous permettra de gérer les risques professionnels pour ceux qui sont encore en activité et d'accentuer la prévention sur nos sites miniers et de prendre en charge ceux qui sont partis. Ceux-là, nous avons l'obligation de les suivre car quand vous avez été exposé aux effets de la radioactivité de l'uranium dans les entités minières, il est possible que vous développiez une maladie cinq, dix, vingt, trente, quarante ans après la cessation de l'activité professionnelle. C'est la raison de l'observatoire de la santé. Ces gens ont tout donné aux sociétés minières, il faut le retour de l'ascenseur. Ils sont partis, ils sont laissés à eux-mêmes en termes de santé, il va falloir que Areva par le biais de l'observatoire de concert avec l'Etat et la société civile prennent en charge ces travailleurs là. Il faut que les médecins aillent vers ces travailleurs, leur fassent des examens de prise de sang, de radiographie pour voir s'il ya des pathologies liées à l'activité professionnelle de l'agent quant il était actif. Ces pathologies seront considérées comme étant des maladies professionnelles et indemnisées comme telles ou par la caisse nationale de sécurité sociale ou à défaut par Areva. Dans tous les cas, il vont être pris en charge et indemnisés.

**Docteur, On sait qu'il y a des fois des accidents lors du transport de l'uranate ou des produits chimiques ! Est-ce que les régions traversées par le convoi de ces camions sont concernées par l'observatoire ?**

Nous avons bien spécifié dans les statuts de cet observatoire que les zones traversées par l'uranate et les produits chimiques sont concernées. On mettra tout en œuvre pour d'abord assurer un bon transport car voyez-vous aujourd'hui on n'utilise plus de tonneaux mais des containers pour le transport. Et si jamais, il y a un accident, ça peut arriver ! ça arrive, c'est arrivé, il y a une autorité compétente qui s'appelle le centre national de radioprotection et certains démembrements de l'Etat qui suivent. Si des anomalies ont été relevées et qui doivent être réparées, elles le seront dans le cadre de l'observatoire de la santé de la région d'Agadez.

**Un dernier mot ?**

Je suis très heureux de constater qu'on y est arrivé. Je sais d'où nous venons, et je sais là où nous y sommes aujourd'hui. A partir de là, nous nous sommes fixés des objectifs que nous ferons tout pour atteindre. Comme on le dit dans cette vie, il n'y a pas de satisfaction, ni de bonheur sans obstacles à conquérir ni un but à atteindre. Nous avons conquis beaucoup d'obstacles, et le plus dur est derrière nous. Je vous remercie.

**Interview réalisée par Ibrahim Manzo DIALLO**

## LA PIQUE DU COUSIN

**U**n kanuri entre dans un restaurant et lance sa commande : un poulet cuit à point accompagné d'un plat de riz bien assaisonné à manger sur place et un steak avec un plat de frites à emporter.

En attendant la cuisson, il demande à boire un jus de mangue bien frais que la serveuse lui sert avec déférence.

Sa commande arrive et notre cher cousin se met à table.

Après s'être bien rassasié, il se lève, prend le plat emballé et se dirige avec assurance vers la porte.

- Hé Pardon, Monsieur, vous avez oublié de payer ! lui rappelle gentiment la serveuse.

- Quoi???? se demande notre ami !

- Mais, vous n'avez pas payé votre addition, s'il vous plaît ! lui dit la jeune femme un peu agacée.

- Mais, toi aussi "ferow N'gla" ! (jeune fille gentille) ! On dirait que tu n'écoutes pas la radio ou regarde la télé ! Donc toi, tu n'es pas au courant... On a dit que désormais ce sont les Nigériens qui nourrissent les Nigériens. Et c'est ce que tu viens de faire à ton frère que je suis !

**Diallo**

### **NOTE DE LA RÉDACTION :**

**Vous aussi si vous avez des blagues ou des piques à adresser à vos cousins, n'hésitez plus ! Envoyez les à cette rubrique à l'adresse mail du journal :**

***airhorizoncom@yahoo.fr***

**Le journal Air Info se fera le plaisir de les publier dans ses colonnes**